



Lettre n° 177 du 7 février 2021

Au sommaire :

- **La stigmatisation des musulmans et le racisme ne combattent pas le terrorisme mais renforcent toutes les extrêmes droites. Non à la République séparatiste des riches !** - Galia Trépère
- **« L'affaire du siècle », le capitalisme en faillite coupable et responsable de la catastrophe écologique en cours** - Bruno Bajou

## **La stigmatisation des musulmans et le racisme ne combattent pas le terrorisme mais renforcent toutes les extrêmes droites Non à la République séparatiste des riches !**

Depuis le 1<sup>er</sup> février, les députés discutent à l'Assemblée le projet de loi « confortant le respect des principes de la République » dénommé initialement par Macron loi « séparatisme ». Dès les premières minutes, Darmanin qui en faisait la présentation a levé l'équivoque que contient le titre relativement « neutre » de la loi avec des images et des mots qui appartiennent au langage d'extrême droite : « *Notre pays est malade. Il est malade d'un séparatisme dont le premier, le séparatisme islamiste, gangrène l'unité nationale. Après s'être attaqué au terrorisme, le Président de la République a souhaité diriger l'action de l'État et des pouvoirs publics contre ce qui en est le terreau.* »

### **La laïcité, les droits des femmes pervertis et instrumentalisés**

Sous couvert de la défense d'idées progressistes, l'égalité hommes-femmes censée être incarnée par Marlène Schiappa et la laïcité par Blanquer, le gouvernement met en place un arsenal juridique qui s'ajoute à celui déjà existant, instaurant de nouveaux délits censés combattre l'intégrisme mais qui, en réalité, flattent les préjugés racistes contre les musulmans. Il en est ainsi des articles de la loi qui mélangent dans une même condamnation le port du voile, de signes religieux dans les services publics, la polygamie, les menus à la cantine, les certificats de virginité ou la mixité dans les piscines.

Que les intégrismes religieux soient réactionnaires, obscurantistes, hostiles à la liberté des femmes et à leur égalité avec les hommes ne fait aucun doute. Ce n'est pas l'apanage du seul intégrisme islamique comme cette loi le fait croire et les combattre ne peut se faire que de façon démocratique, en donnant aux femmes ainsi qu'à l'en-

semble des opprimés les moyens de leur émancipation. Macron, Darmanin et Schiappa ne visent qu'à distiller le poison pervers de la division. Que n'imposent-ils au patronat une véritable égalité salariale entre hommes et femmes, que ne donnent-ils aux femmes les moyens de leur indépendance grâce à des logements bon marché et un travail rétribué correctement ! Voilà qui ferait bien plus pour l'égalité entre les sexes que ces mesures répressives qui ne peuvent qu'avoir l'effet inverse, solidariser les femmes d'hommes qui veulent les maintenir sous leur domination ! La liberté des femmes n'est absolument pas la préoccupation du gouvernement ! Le cynisme de Macron et de ses ministres -Darmanin en particulier accusé de viol- s'affiche sans vergogne.

Les articles de la loi qui demandent aux associations loi 1901 de se mettre en conformité avec la loi de 1905 ou qui formulent de nouveaux délits pouvant conduire à l'arrêt de leurs subventions ou leur dissolution sont des atteintes aux droits démocratiques. L'invention de nouvelles sanctions pour faire pression sur les associations est destinée à les mettre au pas pour tenter de faire taire toute contestation. Elles ont aussi une fonction propagandiste pour façonner l'opinion, la plier au consensus réactionnaire des classes dominantes.

Quant à la volonté de légiférer sur l'organisation du culte musulman, de faire signer à ses représentants une charte « républicaine », de contrôler la formation des imams, elle contredit les principes de la laïcité fondée sur la séparation des églises et de l'État. Une laïcité à géométrie variable qui, par exemple, n'a jamais été appliquée en Algérie parce que l'État français voulait contrôler les représentants du culte musulman et ses intellectuels pour im-

poser le joug colonial à la population comme Mélenchon le rappelait, à juste titre, dans son discours à l'appui de sa motion de rejet préalable du projet de loi le 1<sup>er</sup> février.

## **Les mesures liberticides, sécuritaires et policières, la guerre renforcent les fanatismes**

Cette loi discriminatoire, liberticide et raciste est toute entière justifiée par l'argument de la lutte contre le terrorisme comme Darmanin l'a rappelé dans sa présentation en disant : « *Après s'être attaqué au terrorisme, le Président de la République a souhaité diriger l'action de l'État et des pouvoirs publics contre ce qui en est le terreau* ». Le « terreau » serait le « séparatisme islamiste », une conception intégriste de l'islam, minoritaire, dont se réclame certes le terrorisme islamiste mais qui ne peut cependant pas être confondue avec lui.

Les monstrueux attentats de janvier 2015 contre la rédaction de Charlie Hebdo, puis du 13 novembre de la même année contre les spectateurs du Bataclan et des passants attablés aux terrasses à Paris et tous ceux qui ont suivi, comme dernièrement le meurtre de Samuel Paty, ont fourni une justification à un arsenal juridique toujours plus répressif, au nom de la « lutte contre le terrorisme islamiste ». D'amalgame en amalgame, de l'islam à l'islamisme et de l'islamisme au terrorisme islamiste, il suscite méfiance et suspicion contre les musulmans et tous ceux qui pourraient l'être. Une propagande insidieuse qui remplace celle, ouvertement raciste et xénophobe, contre l'immigration et pour la fermeture des frontières dont se réclame Le Pen. Dans le même temps, la répression et les violences policières contre les manifestants n'ont fait que croître depuis le mouvement contre la loi Travail en 2016 puis le mouvement des Gilets jaunes fin 2018.

Cette loi, comme celle sur la sécurité globale (LSG) s'inscrit dans une offensive très consciente et menée à l'échelle internationale des classes dirigeantes contre les droits démocratiques et les libertés. Elle accompagne l'offensive contre les droits sociaux des travailleurs et de toute la population pour leur faire accepter une exploitation accrue et le pillage des ressources publiques au profit des intérêts privés. Ici en France, Sarkozy a été le maître d'œuvre de cette offensive sécuritaire quand il a été ministre de l'Intérieur à partir de 2002, puis président de la République en 2007. Hollande élu président en 2012 et son ministre de l'Intérieur puis Premier ministre Valls en ont pris le relais et à leur suite Macron et ses ministres de l'Intérieur, de Collomb à Darmanin.

Ce sont les mêmes dont la politique a permis à l'islamisme radical de se développer qui le renforcent par leur politique sécuritaire et militariste comme ils renforcent les idées réactionnaires, l'extrême droite contre l'ensemble de la population. L'armée française envoyée au Mali par Hollande en 2013 contre les groupes terroristes islamistes, qui ont prospéré dans cette région depuis la destruction de l'État libyen, ne libère pas la population mais fait peser sur elle la pression des armes. Le 3 janvier dernier, 2 Mirages 2000 ont bombardé un petit village en croyant

atteindre des djihadistes. Ils ont fait 19 morts et 8 blessés parmi les participants à une fête de mariage, semant la haine dont se nourrit le djihadisme.

## **Un bloc réactionnaire en défense de la République séparatiste des riches**

Bien en mal pour se différencier sur le fond, la droite et l'extrême droite se sont appuyées sur un prétendu recul du gouvernement par rapport au discours de Macron aux Mureaux en octobre dernier pour donner dans la surenchère réactionnaire. Ciotti, pour Les Républicains, a présenté des amendements prétendant interdire le voile pour les mineures dans les espaces de services publics, pour les accompagnatrices de sorties scolaires ou encore à l'université, comme l'avaient fait auparavant en commission deux députés LREM. Quant au RN, son contre-projet à la loi demande que le voile soit interdit dans tout l'espace public ! Alors que toute critique au projet de loi émanant de la gauche est aussitôt taxée de lâcheté, de laxisme face à l'islamisme, voire d'une complicité, d'« islamo-gauchisme », le gouvernement et France 2 offrent au RN un débat Le Pen-Darmanin sur le « séparatisme » le 11 février prochain.

La vraie divergence qui existe au sein de ce bloc réactionnaire LREM-LR-RN consiste à savoir qui en sera le chef, qui sera le plus à même de défendre les intérêts des classes possédantes face au danger d'explosion sociale en tentant de détourner la colère d'une fraction des classes populaires inquiète pour son avenir contre des boucs-émissaires au moyen d'une propagande xénophobe et raciste.

## **Urgence démocratique contre la réaction xénophobe et raciste qui prend le masque de la République**

Le combat démocratique ne peut se mener en défendant la patrie, cette république même si elle trouve son origine dans la Révolution française, en entretenant un confusionnisme qui dérouté le monde du travail et finit par défendre, au nom d'une autre perversion de la laïcité, les religions chrétienne, islamique ou autres.

La défense des droits démocratiques, le respect des croyances des autres ne signifient en rien la neutralité face aux religions ou à celles et ceux qui les utilisent pour exercer leur domination sur les populations, en tout premier lieu sur les femmes.

Pour le mouvement ouvrier, la séparation de l'église et de l'État, mesure démocratique bourgeoise, ne signifie en rien la neutralité à l'égard des Églises, de toutes les Églises, ni taire notre combat en faveur du matérialisme philosophique et de la science.

Les religions se sont depuis longtemps intégrées à l'ordre établi, aujourd'hui au capitalisme libéral.

La défense des droits démocratiques, tout particulièrement ceux des femmes, s'inscrit dans le combat contre toutes les formes d'obscurantisme, de fanatisme, invoquant les mythes de la nation, de la race, ou de la religion.

Face à la faillite mondialisée du capitalisme, les classes dominantes, par-delà les continents, flattent les sentiments nationalistes, xénophobes, les sentiments religieux ou leurs formes plus contemporaines, le complotisme, pour s'assurer le contrôle des populations.

Pour pouvoir perpétuer leur pouvoir, leur droit à déposséder les populations du fruit de leur travail, non seulement les classes dominantes renforcent leur arsenal répressif, policier et militaire, étouffent la liberté et la contestation, mais elles flattent les préjugés pour dominer les consciences.

C'est le travail de leurs serviteurs politiques, médias aux ordres, curés ou imams de tous bords.

La lutte pour les droits sociaux, la justice, les libertés est indissociable de la lutte contre le nationalisme, la xénophobie, le racisme sous toutes ses formes, comme l'obscurantisme véhiculé par toutes les religions.

Notre combat contre les lois liberticides et racistes est un combat internationaliste pour l'émancipation des classes exploitées, de l'humanité.

Galia Trépère

---

## « L'affaire du siècle », le capitalisme en faillite coupable et responsable de la catastrophe écologique en cours

Mercredi 3 février, le tribunal administratif de Paris a reconnu la responsabilité de l'Etat français dans le non-respect de ses propres engagements de réduction des gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement climatique... Tout symbolique que soit cette condamnation, c'est un succès pour les quatre ONG (Oxfam, Greenpeace, la Fondation Hulot et Notre affaire à tous) qui avaient lancé la campagne « *l'affaire du siècle* », il y a deux ans avec une pétition qui a rassemblé près de 2,3 millions de signatures puis le dépôt d'un recours pour « *carence fautive de l'État* » au Tribunal administratif en mars 2019.

Tout en reconnaissant l'existence d'un préjudice écologique, le Tribunal s'est limité à condamner l'Etat à verser 1 euro « *pour préjudice moral* » à chacune des associations, en refusant de prononcer la moindre mesure contraignante pour l'obliger à agir... Une nouvelle instruction de deux mois est demandée.

Ce n'est pas la première fois que le décalage entre les discours officiels sur le climat et la réalité des actes est dénoncé jusque devant les tribunaux et autres instances de l'État... Ainsi le Conseil d'État a validé le recours de la commune de Grande-Synthe, menacée par la montée des eaux, contre l'État pour « *inaction climatique* » lui laissant 3 mois pour prouver qu'il atteindra bien ses objectifs.

Or rien n'est moins sûr, d'autant que le Haut Conseil pour le climat, « *organe indépendant* » mis en place par Macron en mai 2019, ne peut que constater depuis deux ans que « *les actions de la France ne sont pas encore à la hauteur des enjeux et des objectifs qu'elle s'est donnés* ». Et la prochaine « *loi climat et résilience* », qui doit être présentée au conseil des Ministres le 10 février, risque de faire long-feu tellement Macron a dû, de fait, désavouer les quelques propositions visant à faire passer l'intérêt général avant les profits, émises par la Convention citoyenne qu'il avait pourtant lui-même mise en place...

Les grandes déclarations n'y changeront rien, Macron s'empêtré dans son propre piège, car tout en se présentant, non sans ridicule, comme le « *champion de la planète* », il peut difficilement masquer qu'il est avant tout au service des multinationales et de leur course aux profits.

Au fur et à mesure que se renforce dans la jeunesse comme dans l'ensemble de la population la conscience de l'ampleur de la crise écologique, l'incurie et le cynisme des classes dominantes et de leurs représentants se révèlent au grand jour et deviennent un puissant facteur d'évolution des consciences... d'autant que la crise écologique a pris une nouvelle dimension avec la pandémie du Covid-19.

Le problème est bien plus global que l'incurie de l'Etat français. C'est bien le système capitaliste qui est non seulement responsable de l'accélération de la crise écologique mais qui est aussi devenu, dans sa folle fuite en avant pour se maintenir, le principal obstacle pour y faire face.

### Trente ans de conférences sur le climat... au service du greenwashing de l'impasse du capitalisme vert

Les conférences internationales sur le climat qui se sont succédé depuis 25 ans n'auront été qu'une succession de promesses, d'étalages de bons sentiments... et d'échecs à réellement diminuer les rejets de gaz à effet de serre qui sont aujourd'hui supérieurs de 60 % à leur niveau de 1990.

Depuis l'accord de Kyoto de 1995, de COP en COP, les Etats n'ont jamais pris de décisions politiques à la hauteur des recommandations des scientifiques, ce qui aurait impliqué de s'en prendre aux intérêts des multinationales. Tout au contraire, les conférences pour le climat sont toujours restées soumises à la logique du marché, se transformant en véritables foires commerciales pour le capitalisme vert. Les politiques sur le climat, les plans de « *transition énergétique* », et autres promesses de *Green New Deal*, ne visent qu'à ouvrir de nouvelles opportunités, à renfort de fonds publics, pour que les multinationales continuent à s'approprier les richesses produites par le travail humain... tout en ravageant l'environnement.

C'est la soumission à cette logique de classe, aux lois du marché, à la propriété capitaliste qui explique l'incapacité des gouvernements, des États ou même des institutions internationales comme l'Union européenne ou l'ONU, à

prendre des mesures face aux multiples conséquences d'une crise écologique devenue globale.

Réchauffement climatique entraînant une montée des océans comme la multiplication de catastrophes météorologiques et des méga-incendies, pollution des océans, destruction des terres arables, effondrement de la biodiversité avec, entre autres conséquences, l'émergence de nouvelles maladies comme la Covid-19 ; toutes ces manifestations de la crise écologique ont pour cause première la généralisation à l'échelle de la planète d'un mode de production qui repose sur l'exploitation du travail humain et le pillage des ressources naturelles. Cette mondialisation capitaliste impose une logique destructrice qui n'a et n'aura jamais aucune limite jusqu'à engendrer des déséquilibres écologiques devenus totalement incontrôlables dans le cadre du système.

### **L'incurie sanitaire mondialisée, l'humanité victime de la propriété privée capitaliste**

Crainte et annoncée en vain par les scientifiques depuis des années, la pandémie de Covid-19 n'est pas une catastrophe naturelle extérieure au capitalisme. Que ce soit par la façon dont ce virus a émergé ou par la rapidité avec laquelle il s'est répandu à travers le monde, elle est la conséquence inévitable de la profonde réorganisation imposée par une poignée de multinationales à des secteurs aussi vitaux que la production agroalimentaire, l'exploitation des matières premières, dans une logique purement financière. L'intensification de la déforestation au profit de l'agriculture intensive et des élevages industriels a réduit les zones d'habitats de la faune sauvage et entraîné la multiplication des contacts entre des espèces sauvages, réservoirs naturels de ces virus, les animaux d'élevages et les êtres humains. Les émergences de nouveaux virus issus de la faune sauvage se sont multipliées ces dernières décennies jusqu'à la pandémie de Covid-19, et d'après les scientifiques les conditions sont réunies pour que cela continue.

Le virus a provoqué une pandémie en quelques semaines jusqu'au cœur des pays les plus riches, en suivant les circuits globaux du capital à travers lesquels les multinationales ont restructuré toute l'économie mondiale des places fortes boursières jusqu'au fin fond des forêts tropicales. Cette diffusion a été d'autant plus rapide que, malgré les alertes des scientifiques, aucune véritable politique sanitaire n'a été mise en place à l'échelle mondiale, à l'heure où la logique financière poussait tout au contraire les États à multiplier les attaques contre l'ensemble des services publics et en premier lieu celui de la santé. L'ensemble de l'humanité jusque dans les principales puissances économiques s'est ainsi retrouvé désarmé face à la pandémie.

Cette même logique absurde fait que des vaccins dont la rapide et inespérée mise au point a été rendue possible par les extraordinaires progrès des sciences et des techniques, ne sont finalement que de simples marchandises, objets de toutes les spéculations, avec lesquelles quelques

multinationales pharmaceutiques prévoient d'engranger des milliards de bénéfices... même si cela condamne la partie la plus pauvre de la population mondiale à ne pas y avoir accès.

La pandémie révèle l'absurdité d'un système où les capacités scientifiques et techniques de l'humanité entrent en contradiction avec la propriété privée capitaliste qui les détourne de leur utilité sociale pour les mettre avant tout au service de l'accumulation du capital.

### **Relocalisation, décroissance ou réorganisation de l'économie sous le contrôle du monde du travail**

Ce système économique suit une logique de classe absurde et aveugle qui rend impossible ce qui pourtant apparaît comme une évidente nécessité : pouvoir décider consciemment de ce qui doit être produit pour répondre aux besoins de toute la population en matière de santé, d'éducation, de logement tout en prenant en compte la préservation de notre environnement. La folie de la course sans fin à la rentabilité, à la productivité, au flux tendu rend aussi l'ensemble de la société incapable d'anticiper, de se préparer aux inévitables situations de crises pour éviter qu'elles ne deviennent des catastrophes incontrôlables.

Rompre avec cette logique, ne signifie pas seulement produire moins, consommer moins ou relocaliser les productions pour réduire les transports, mais remettre en cause le fonctionnement même du système capitaliste. En rester à la décroissance ou aux relocalisations revient à ne pas oser aller jusqu'au bout de la critique de cette logique du profit qui a conduit à la catastrophe écologique.

Comment parler de décroissance quand de si nombreux besoins vitaux ne sont pas satisfaits. Car prise dans sa globalité, la société humaine ne produit pas trop de biens. Toute une partie de la population mondiale n'a toujours pas pleinement accès à un logement, à la santé, à l'éducation, ni même à l'alimentation ou à l'eau potable...

Parler de décroissance n'a pas plus de sens que de lui opposer la croissance, si on ne relie pas la question de la production des biens matériels à la critique d'un système où la logique d'accumulation du capital accentue toutes les inégalités et engendre tout autant la pénurie que le gaspillage. Gaspillage des classes dominantes et de leur étalage écœurant de luxe inutile mais aussi gaspillage lié aux dépenses faramineuses de la course aux armements qu'implique la montée du militarisme, gaspillage lié à la concurrence et à la guerre commerciale à laquelle se livrent les multinationales.

Pour réorganiser toute l'économie mondiale en fonction des intérêts du plus grand nombre et du respect de l'environnement, c'est une autre logique économique et sociale que celle du profit qu'il s'agit d'imposer.

### **Prendre le contrôle de la marche de la société pour planifier la production des biens utiles**

Jamais la société humaine n'a été aussi riche de possibilités du fait des progrès des sciences et des techniques même si cette richesse est aujourd'hui dévoyée par un système qui ne la met qu'au service de l'enrichissement d'une minorité.

Face à la crise écologique les solutions existent, de même que les moyens humains, scientifiques, techniques qui rendent ces solutions possibles. Ces solutions sont connues et n'ont rien de mystérieux mais fondamentalement leur mise en œuvre se heurte aux intérêts sociaux et politiques de la classe dominante, d'une poignée de multinationales et de leurs actionnaires, à la propriété capitaliste.

Ces solutions impliquent de pouvoir choisir consciemment, démocratiquement quel type d'énergie utiliser en fonction de son impact sur l'environnement, de réorganiser tout l'appareil productif à l'échelle du monde pour le rendre plus efficient, non du point de vue de la rentabilité financière, mais de la satisfaction des besoins réels des populations et des contraintes écologiques, de combiner sans les opposer les productions locales et une organisation internationale des échanges, d'arrêter les productions inutiles comme celle des armes, de développer des services publics efficaces et gratuits pour organiser dans l'intérêt général la santé, l'éducation, le transport, la distribution d'eau, d'électricité...

Il serait bien illusoire de croire que de telles solutions puissent être mises en place, dans le cadre du système

capitaliste, par l'intervention de l'État... même contraint par des décisions de justice.

Mettre en œuvre ces solutions implique d'opposer aux intérêts des classes dominantes, ceux du plus grand nombre, des classes populaires. Ces solutions ne pourront qu'être imposées par le monde du travail et la jeunesse, exerçant directement leur contrôle sur l'économie, en empiétant pour cela sur la propriété capitaliste jusqu'à l'expropriation des principales multinationales. Ce n'est qu'en rupture avec l'ordre social actuel, par l'intervention révolutionnaire et démocratique du monde du travail et de la jeunesse, que l'ensemble de la production et des échanges pourra être réorganisé dans le cadre d'une planification démocratique.

La crise écologique est la conséquence de la faillite globale du système capitaliste. Les contradictions qui s'accumulent et se révèlent à travers la multiplication des catastrophes sanitaires, écologiques, sociales et économiques ne peuvent qu'ouvrir une période d'instabilité, de bouleversements sociaux et politiques qui ne pourra trouver d'issue que dans l'intervention consciente, démocratique, révolutionnaire du monde du travail et de la jeunesse. Ce n'est qu'en libérant l'ensemble de la société des entraves de la propriété capitaliste, que les progrès accumulés pourront profiter à l'ensemble de l'humanité dans le cadre d'une société démocratique et solidaire en harmonie avec son environnement.

*Bruno Bajou*